PREFECTURE DE LA NIEVRE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GENERALE ET DE LA REGLEMENTATION

Bureau de l'Urbanisme et du Cadre de Vie

58019 NEVERS Cédex

Tél. : 86-57-80-25

N° 87- 240 H

REPUBLIQUE FRANCAISE

5 AOUT 1987

ARRETE

==========

Portant autorisation d'exploiter une carrière de pierre calcaire sur le territoire de la commune de LA CHARITE S/ LOIRE par la SA BARRIAUD.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
du Département de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code Minier et notamment ses articles 106 et 107 ;

- VU le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation et notamment le Titre II du livre 1er dudit code, modifié par la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orientation foncière, elle-même modifiée ;

- VU le Code rural et notamment ses articles 98, 103 et suivants ;

- VU le Code forestier et notamment ses articles 2, 83 et 157 à 161 ;

- VU le Code de la Santé publique et notamment son article L 20 ;

- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historisques ;

- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;

- VU la loi n° 64-1205 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation de carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

- VU la demande reçue complète en Préfecture le 7 avril 1987, présentée par la SA BARRIAUD dont le siège social est à LOURDEIX-ST-PIERRE (23360) à l'effet d'être autorisée à exploiter une carrière de pierre calcaire située sur le territoire de la commune de LA CHARITE S/ LOIRE (Nièvre) aux lieudits "La Vallée Bastien" et "Le Champ de la Perrière" ;

- VU l'avis des Services consultés et de la municipalité intéressée ;

- VU le rapport transmis le 3 août par M. le Directeur régional de l'Industrie et de la Recherche ;

- L'exploitant entendu ;

- SUR proposition de M. le Secrétaire Général ;

.../...

A R R E T E :

ARTICLE 1er. - La SA BARRIAUD dont le siège social est à LOURDOUEIX- SAINT PIERRE (23360) est autorisée à exploiter une carrière de pierre calcaire dans le département de la Nièvre, sur le territoire de la commune de LA CHARITE sur LOIRE, lieux-dits "la Vallée Bastien" et "Le Champ de la Perrière", terrains cadastrés section AB - N° 102 - 104 - 109 - 110 - 111 et 112 représentant une superficie totale de 3 ha 25 a 87 ca.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de six ans à compter de la date du présent arrêté.

La carrière doit être implantée, exploitée et aménagée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté visent les activités d'extraction des matériaux et les installations dépendant normalement de l'exploitation.

Le présent arrêté ne vaut pas acte administratif pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2.- Droit des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du titulaire de la présente autorisation et des contrats de fortage dont il est bénéficiaire.

L'autorisation d'exploiter n'a d'effet que sur la surface définie au premier alinéa de l'article 1er, délimitée comme indiqué aux articles 3.1 et 3.2 ci-après, et repérée sur le plan joint au dossier.

ARTICLE 3.- Mesures d'aménagement et d'exploitation de la carrière

3.1. : Etendue de la carrière

Les points caractéristiques du contour de la carrière sont bornés et repérés par une signalisation nettement visible.

L'emprise de la carrière est limitée au contour défini par ledit bornage. Elle occupe un terrain de forme irrégulière d'environ 330 m de longueur moyenne et 100 m de largeur, parallèle à la voie ferrée Nevers-Paris, tel que défini dans le plan parcellaire joint au dossier de demande en autorisation.

La distance entre les bords des fouilles et les terrains hors de l'emprise de la carrière doit être telle qu'elle ne compromette pas la stabilité de ces terrains.

Sans préjudice des réglementations propres à certaines catégories d'objets, d'ouvrages ou d'immeubles, le bord supérieur des fouilles doit être constamment maintenu à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites de l'emprise de la carrière, et ainsi de tous les ouvrages publics ou privés). Cette distance de 10 m fait partie de l'emprise de la carrière.

.../...

Par exception à ces prescriptions, cette distance sera portée à 30 mètres en ce qui concerne la limite EST de la parcelle n° 104, située à proximité de la voie SNCF.

3.2.- Aménagement de la carrière

Avant et pendant l'exploitation, la carrière doit être ceinturée de préférence sur son contour, par une clôture robuste maintenue constamment en bon état, constituée par 5 rangs de fils de fer barbelés montés sur pieux d'acacia, ou par toute autre clôture défensive au moins équivalente. La clôture doit être placée à 10 mètres au moins du bord supérieur des fouilles.

Les accès au chantier sont condamnés en dehors des heures d'activité de la carrière par un barrage solide, verrouillé.

Des panneaux comportant en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux sont apposés sur chacune des voies d'accès à la carrière.

Des panneaux rappelant l'existence et les dangers de la carrière sont placés tout au long de la clôture.

Afin de dissumuler la carrière et de préserver l'esthétique des lieux, les haies existantes en périphérie des parcelles de terrain concernées par l'exploitation seront conservées et entretenues.

3.3. - Travaux d'exploitation

La présente autorisation vaut, selon le dossier de demande du pétitionnaire, pour une exploitation à sec en masse rocheuse, s'apparentant à une attaque du gisement à flanc de coteau.

L'avancement des travaux est décomposé en phases d'exploitation, chaque phase correspondant à l'exploitation d'un gradin de 4 mètres de hauteur.

Préalablement à l'exploitation, le permissionnaire soumet au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, un programme des travaux définissant les caractéristiques et le sens de progression des fronts de taille qui doivent nécessairement permettre le réaménagement de la carrière au fur et à mesure de l'avancement. Les tranches d'exploitation ne doivent pas excéder deux années d'activité.

Les terres et stériles de découvertes sont disposées en cordons de façon à masquer la carrière. Ces matériaux sont conservés et sont destinés au réaménagement des lieux.

Le front de taille d'une hauteur minimale de 12 m dans la partie Sud de la carrière doit être divisé en gradins dont la hauteur unitaire ne dépasse pas 4 mètres. Les travaux seront menés sans approfondissement par rapport au niveau de référence correpondant au carreau actuel de l'ancienne carrière située sur la parcelle n° 104, le point le plus bas ne dépassant pas la cote 165 NGF.

.../...

L'extraction en grande masse des matériaux est réalisée à la pelle mécanique et au chargeur.

Les matériaux, véhiculés par camion ou bandes transporteuses, sont concassés et criblés dans une installation pour laquelle l'exploitant doit s'enquérir et au besoin exécuter les formalités prescrites en application des dispositions de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'accès à l'exploitation s'effectue directement et uniquement à partir de la Route Nationale N° 7, en empruntant le chemin communal n° 11 dont le renforcement et l'entretien sont à la charge de l'exploitant.

3.4.- Production

La production annuelle moyenne est fixée à 85 000 tonnes pour les deux premières années d'exploitation, puis à 35 000 tonnes pour les années suivantes. Toute variation de plus de 33 % en plus ou en moins de la production effective par rapport à ce chiffre doit faire l'objet d'une déclaration. Les conditions d'exploitation et de réaménagement prévues par le présent arrêté pourront être revues pour tenir compte de l'évolution de la carrière.

ARTICLE 4.- Mesures particulières de protection de l'environnement

4.1. - Esthétique des lieux

L'exploitation doit s'insérer dans l'espace végétal existant. Seules les zones destinées à l'extraction peuvent être défrichées et décapées. Elles le sont progressivement au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Pour les travaux d'extraction, toute la végétation permettant de masquer la carrière de la vue des personnes empruntant des voies de communication doit être conservée. Au besoin, des arbres et arbustes supplémentaires sont plantés aux endroits propices afin de dissimuler la carrière et améliorer l'esthétique des lieux. Les plantations sont entretenues en vue de leur croissance rapide et de leur conservation.

Il en est particulièrement ainsi de la bordure de terrain longeant la voie communale n° 11 et d'une manière plus générale de toute la bordure périphérique de la carrière.

4.2. - Prévention de la pollution de l'eau

4.2.1 - Dépôts

Il n'existe pas sur la carrière de dépôt de carburants, huiles, produits gras et d'une manière générale de produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux de surface ou souterraines.

L'installation et l'utilisation de tels produits doivent au préalable faire l'objet de la part de l'exploitant d'un complément de dossier.

.../...

L'approvisionnement éventuel en carburant des engins sur la carrière doit se faire sur une aire bétonnée étanche présentant un point bas permettant la récupération des égouttures et déversements accidentels.

Un stock suffisant de matières absorbantes est tenu à disposition pour éponger rapidement les hydrocarbures accidentellement répandus sur le sol.

4.2.2 - Collecte et évacuation des eaux

Un réseau de collecteurs et de fossés canalise les eaux pluviales.

Les eaux pluviales de ruissellement doivent être décantées avant rejet hors de la carrière. A l'évacuation, ces eaux ne doivent pas contenir par litre plus de 50 mg de matières en suspension. Les fossés d'évacuations sont maintenus en bon état.

Le rejet dans les excavations éventuelles créées par les travaux ou dans le milieu naturel de matières susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau de la nappe sous-jacente ou des cours d'eau, est rigoureusement interdit. Il en est particulièrement ainsi des eaux chargées d'hydrocarbures.

Les analyses d'eau doivent être effectuées à la demande du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche.

Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

4.3. - Prévention de la pollution atmosphérique

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites, est interdite.

Tout brûlage de produits ou matériaux autres que la végétation de découverte, à l'air libre ou dans des installations à combustion mal contrôlée, est interdit.

Pendant les périodes sèches, les pistes sont arrosées pour éviter l'envol de poussières.

4.4. - Prévention du bruit

La carrière doit être implantée, exploitée et équipée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquilité.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'exploitation doivent être conformes à la règlementation en vigueur notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969.

.../...

Le travail est interdit entre 22 heures et 6 heures.

Le niveau acoustique limite mesuré en dB (A) suivant l'arrêté ministériel du 20 août 1985 ne doit pas dépasser en limite de carrière :

. les jours de semaine de 7 heures à 20 heures = 60 dB (A)
. les jours de semaine de 22 heures à 6 heures = niveau sonore ambiant
. les jours de semaine entre 6 heures et 7 heures
entre 20 heures et 22 heures
et de 6 h à 22 h, les dimanches et jours fériés = 55 dB (A)

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles doivent être effectuées à la demande du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche. Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à son approbation. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

4.5. - Elimination des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de la carrière doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier, les déchets polluants doivent être immédiatement évacués.

Le traitement et l'élimination des déchets sont réalisés par une entreprise spécialisée dans une installation autorisée.

4.6. - Installations annexes

4.6.1 - Constructions

Le permissionnaire doit solliciter et obtenir le permis de construire préalablement à toute construction. Les locaux doivent être entretenus et maintenus propres d'aspect intérieurement et extérieurement.

4.6.2 - Matériel divers

L'exploitation et ses abords doivent être maintenus en constant état de propreté.

Le matériel, camions, engins, groupes, carcasses de matériel rouillés, grippés, sur cales, inutilisables ou inutilisés doivent être évacués.

La récupération de pièces détachées sur des mécaniques hors d'usage, l'entretien, la vidange, les réparations des engins sont interdits sur la carrière.

Les fers, ferrailles et petits matériels sont rangés dans un magasin-atelier.

.../...

4.6.3 - Matériaux

Les terres de découvertes, déblais, stériles et matériaux sont stockés séparément les uns des autres et de telle façon que leurs hauteurs ne fassent pas saillies dans le paysage. Ces produits sont stockés de préférence en fond de carrière exceptés ceux destinés à dissimuler la carrière qui seront répartis sous forme d'un merlon périphérique.

4.7. - Découvertes archéologiques

L'exploitant doit signaler sans délai, par les moyens les plus appropriés (téléphone, télégramme...) à la Direction des Antiquités Préhistoriques de Bourgogne (39 rue Vannerie à DIJON) toute découverte archéologique faite lors des travaux et prendre toutes mesures pour assurer la conservation des vestiges mis à jour.

ARTICLE 5.- Surveillance et suivi des travaux

5.1. - Mesures de police interne particulières

Pendant les heures d'activité, une surveillance permanente doit être assurée sur le chantier de la carrière afin d'interdire son accès à toute personne et à tout véhicule étranger à l'exploitation, et d'empêcher tout particulièrement la décharge de quelque produit que ce soit.

5.2. - Consignes - Registres - Plans

L'exploitant doit tenir un mémoire exposant le mode d'exploitation et un plan explicatif. Ce mémoire est adressé dans un délai de deux mois au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Bourgogne.

Des consignes fixant les règles techniques d'exploitation, d'hygiène et de sécurité sont rédigées par l'exploitant. Ces consignes sont soumises à l'approbation du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche. A tout instant, elles sont mises à la disposition du personnel.

Un plan de la carrière est mis à jour tous les semestres. Ce plan doit indiquer les limites de la carrière, les limites d'exploitation du gîte, les bords et le fond des fouilles, l'état d'avancement des découvertes et des réaménagements, les installations, les stocks de matériaux stériles, commercialisables et de découvertes, les principaux niveaux altimétriques. Une copie du plan est adressé une fois par an au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche.

L'exploitant doit pouvoir justifier des capacités techniques et financières de l'entreprise. Il tient à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche tous documents explicatifs tenus à jour.

5.3. - Conditions particulières

L'exploitant doit requérir l'avis d'un hydrogéologue qui devra se prononcer quant aux éventuelles interférences de la carrière avec les structures en place, pouvant avoir des répercussions sur les circulations d'eaux souterraines. Cet avis, adressé dans un délai de 3 mois à compter de la mise en exploitation de la carrière à M. le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche de Bourgogne peut entraîner une modification des conditions d'exploitation définies à l'article 3.3 ci-dessus.

.../..

ARTICLE 6.- Réaménagement du site

6.1. - Orientation des mesures de réaménagement

Les terres de découvertes et les stériles sont exclusivement réservés aux travaux de réaménagement du site.

Le réaménagement de la carrière s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des travaux et par tranche. En tant que de besoin, il est accompagné de travaux annexes pour maintenir les distances de sécurité minimales prescrites.

A l'approche des limites de la carrière, l'extraction doit être menée de façon à pouvoir respecter le réaménagement prévu au présent article.

6.2. - Réaménagement au fur et à mesure des travaux

En même temps que le programme des travaux, l'exploitant soumet au Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, un plan de réaménagement progressif des fronts de taille. Chaque phase de réaménagement contribuant à obtenir la remise en état telle qu'elle est définie à l'article 6.3 ci-après, ne doit pas correspondre à des périodes d'exploitation supérieures à 2 années.

6.3. - Remise en état définitive

Outre les dispositions non contraires prévues par le pétitionnaire dans sa demande d'autorisation, la remise en état du site doit être exécutée comme suit :

A l'approche des limites de la carrière, l'extraction doit être menée de façon à pouvoir respecter le réaménagement prévu ci-après :

Le front de taille périphérique est découpé en gradins.

Les gradins constitués de matériaux de faible cohésion ou remblayés doivent avoir une pente maximale de 100 %. Les gradins ne doivent pas dépasser 4 m de haut et doivent être séparés par des banquettes de 5 m de large au moins. Ces dispositions s'appliquent notamment aux limites Est et Ouest de la carrière.

Les gradins constitués de matériaux rocheux doivent être purgés et ne pas être inclinés à plus de 70°. Chaque gradin ne doit pas excéder 4 m de haut. Ils sont séparés les uns des autres par des banquettes de 5 m de large au moins. Ces dispositions s'appliquent plus particulièrement à la limite Sud.

Le bord supérieur de la fouille doit être constamment maintenu à une distance horizontale de 10 m des limites d'emprise de la carrière, comme défini à l'article 3.1 ci-dessus. Cette distance est portée à 30 m en limite de la voie ferrée.

Les banquettes et le fond de la carrière sont régalés et débarrassés des blocs épars.

.../...

Les stériles, puis la terre végétale par dessus, en épaisseur suffisante pour permettre la croissance de la végétation, sont répartis uniformément sur les banquettes, talus, et sols reprofilés.

De plus, le permissionnaire doit procéder :

- à l'enlèvement de l'ensemble du matériel mobile ou fixe installé,
- à la destruction des constructions dont il n'est plus fait usage,
- à l'évacuation des stocks, dépôts de matériaux et objets divers,
- à un nettoyage général du terrain et de ses abords,
- à un régalage du sol,
- à l'ensemencement des sols par des graines herbacées,
- à la plantation d'arbres et d'arbustes sur les banquettes et les zones périphériques qui auraient pu être déboisés pour les besoins de l'exploitation.

Indépendamment des prescriptions de l'article 8 ci-après, le réaménagement définitif du site doit être terminé à l'échéance de la présente autorisation.

ARTICLE 7.- Modification des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées, doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 8.- Abandon des travaux

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration produite en 8 exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 6 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers. Y est joint le plan à jour prévu à l'article 5.2 ci-dessus.

ARTICLE 9.- Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code Minier.

.../...

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène et d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

ARTICLE 10.- Publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Nièvre. Un extrait sera également publié, aux frais du demandeur, dans un journal régional et affiché dans la commune de LA CHARITE S/ LOIRE par les soins du Maire.

ARTICLE 11.- Exécution

. M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
. M. le Directeur régional de l'Industrie et de la Recherche de Bourgogne,
. M. le Sénateur-Maire de LA CHARITE S/ LOIRE,
. M. le Lieutenant-Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée :

. au pétitionnaire,
. à M. le Directeur départemental de l'Equipement,
. à M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
. à M. le Chef du service départemental d'Architecture,
. à M. le délégué régional à l'Architecture et à l'Environnement,
. à Mme le Directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales,
. à M. le Directeur régional des Antiquités historiques et préhistoriques,
. à Mme le Directeur des Archives départementales,
. à M. Le Directeur régional des Télécommunications,
. à M. le Chef du service chargé de la Police des Eaux,
. à M. l'Ingénieur des TPE (Mines) à NEVERS.

Le Commissaire de la République,
Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation
Le Secrétaire Général

Raymond VERGNE